

**ORAN****Peu d'engagement**

**L'appel au débrayage d'une journée lancé par l'Intersyndicale des syndicats autonomes des enseignants, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enseignant et qui coïncide avec le 5 octobre, n'a pas été assez suivi par les enseignants, relevant des divers cycles de l'éducation, à Oran.**

La majorité des établissements scolaires d'Oran ont connu une journée de cours ordinaire. Pour le porte-parole du SNAPEST, l'appel à la grève ne les concerne pas, puisque leur syndicat ne fait pas partie de la coordination des syndicats qui a pris cette initiative. «Les débrayages d'une ou de deux journées ne

nous intéressent pas, du fait qu'ils n'ont aucun impact», argumente notre interlocuteur qui poursuit : «En revanche, ce sont les grèves de longue durée qui apportent souvent leurs fruits». Par ailleurs, pour le CNAPEST, le problème est tout autre. Il s'agit du nombre restreint d'adhérents à ce mouvement, ce

qui les met dans l'incapacité d'avoir un grand impact sur l'événement à Oran. Pour l'un des cadres du CNAPEST, «la majorité des enseignants qui font partie de notre syndicat ont tous suivi cet arrêt de cours d'une journée, et ceci, pour revendiquer à l'occasion de cette journée (journée mondiale de l'enseignant) la fin de la précarité de leur situation, notamment à cause du retard qu'accuse la régularisation du régime indemnitaire des enseignants», explique-t-il.

Ben Aziz

**BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ****Le débrayage des PES massivement suivi**

A l'occasion de la journée internationale de l'enseignant, les professeurs d'enseignement secondaire de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, à l'instar de leurs homologues du territoire national ont observé, lundi, un débrayage d'une journée.

Leurs revendications principales sont l'amélioration des conditions socio-professionnelles et économiques, voire juridiques des PES, à savoir le statut particulier, les

primes, les indemnités, et l'intégration des professeurs de l'enseignement technique dans le nouveau statut du PES.

Selon le représentant du bureau de wilaya du Cnapest, le mouvement aurait été suivi à environ 90 % contrairement à la direction de l'éducation qui annonce un taux de débrayage de 41,37 % chez les PES et de 0,93 % chez les PEM.

Saâdène Ammara

**AFFAIRE DES CADRES D'ALGÉRIE POSTE****Le procès renvoyé au 11 octobre**

**Le procès en appel des cadres d'Algérie Poste, prévu pour dimanche 4 octobre, a été renvoyé au 11 octobre prochain. Cet énième renvoi est intervenu après que l'un des détenus s'est vu dans l'impossibilité d'être jugé au vu «de son état de santé jugé critique».**

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - L'un des détenus a fait un pic de tension de 17/10, ce qui a motivé la décision du juge de reporter le procès. Le détenu a expliqué au magistrat qu'il est dans «l'impossibilité d'assister à son procès», une situation qui dure depuis cinq jours. Alors que le médecin lui a prescrit de rester sous surveillance médicale, le détenu a été transféré vers la cour d'Alger pour être présenté devant le juge.

La défense du détenu, notamment M<sup>e</sup> Benissad

Noureddine, dira à ce propos que «les prisonniers sont avant tout des êtres humains. Et en tant que tels, ils ont le droit d'être soigné. Devant cette situation, il appartient à qui de droit d'ouvrir une enquête pour connaître les tenants et les aboutissants de cette affaire».

Il est à noter qu'en première instance, le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed a condamné d'anciens cadres et receveurs d'Algérie Poste à des peines pour détournement de deniers publics et octroi



Un report dû à l'impossibilité d'un détenu à se présenter à son procès.

de marchés non conformes à la réglementation.

Ainsi, l'ancien directeur des moyens généraux,

Béchar Redouane, a été condamné à deux ans de

prison dont un an avec sursis.

Le président a condamné dans la même affaire l'ancien directeur des finances et de la comptabilité à quatre ans de prison, dont une année avec sursis. La même juridiction a condamné l'ancien receveur du bureau d'Algérie Poste de Hydra, Doughdag Toufik, à une année de prison, alors que l'ex-receveur de Birkhadem, Boucheffaâ Hassen, a écopé de huit mois de prison ferme.

Le président du tribunal a prononcé pas moins de huit relaxes au profit d'anciens employés d'Algérie et pas moins de dix autres peines d'un an de prison, notamment avec sursis.

A. B.

**ALORS QUE L'UNION CONNAÎT DES CONFLITS INTERNES****Le congrès de l'UGCAA prévu pour les 18 et 19 novembre prochain**

**Les fédérations des transporteurs, des chauffeurs de taxi et des auto-écoles affiliées à l'UGCAA ont annoncé hier qu'elles viraient vers un large mouvement de protestation si le ministère des Transports ne prenait pas en considération leurs doléances.**

F-Zohra B. Alger (Le Soir)

Les porte-parole des trois fédérations se sont adressés hier à la presse sous fond de conflit au sein de l'UGCAA et ont annoncé de ce fait la tenue du congrès de l'union les 18 et 19 novembre prochain.

Les représentants des trois syndicats ont expliqué que les

quelques rencontres organisées avec des responsables de la tutelle n'ont pas donné le moindre résultat à ce jour. Expriment ainsi leur ras le bol devant les problèmes vécus par les trois corporations, les portes paroles disent avoir épuisé toutes les voies de recours sans pour autant avoir

abouti à un résultat. M. Aoudia, président de l'Union nationale des auto-écoles, a expliqué pour sa part que les directions du transport au niveau du territoire national ne facilitent pas le travail des auto-écoles.

L'intervenant dira que la base, en ébullition, souhaite aller vers la grève. Il citera notera le problème récurrent du manque d'examinateurs. Ces derniers, selon M. Aoudia, sont au nombre de 45 pour 400 auto-écoles dans la

wilaya d'Alger, 6 pour 265 écoles à Tizi-Ouzou et 2 examinateurs à Laghouat pour 50 écoles. Les directeurs d'auto-école exigent ainsi une commission technique nationale.

Ils attireront aussi l'attention sur le problème de l'absence de sécurité au niveau des circuits, même les jours d'examen. Les transporteurs de personnes et de marchandises soulignent pour leur part que le ministère des Transports doit annuler la décision

d'attribution de nouvelles lignes, surtout si un assainissement n'est pas opéré dans cette activité qui connaît actuellement une anarchie sans pareille. Devant cette situation les syndicalistes comptent lancer un ultime appel à la tutelle pour une entrevue devant se solder par des résultats positifs pour les professionnels.

Dans le cas contraire, diront les présents, une large action de protestation sera inévitablement programmée.

F.-Z. B.

**BLIDA****Une totale adhésion**

**Le mouvement de grève des enseignants du secondaire a été suivi à 100 % dans la wilaya de Blida, append-on auprès du coordinateur du CNAPEST à Blida.**

S'il est vrai que certains lycées n'ont décidé de fermer les classes qu'aux environs de 11 h, les autres n'ont pas hésité dès la première heure à renvoyer les élèves, nous dit-on.

«A l'exception des enseignants contractuels, tous les autres ont débrayé pour

suivre la décision des différents syndicats autonomes des travailleurs de l'éducation», nous informera le coordinateur du CNAPEST.

Il ajoutera : «Sur les 37 lycées que compte la wilaya de Blida, 35 ont suivi le mouvement à 100 %. Pour le reste, à savoir le lycée

Mustapha Lacheraf de Bougara et le lycée sportif de Blida, nous n'avons pas pu avoir d'informations en raison de l'absence du CNAPEST dans ces deux établissements».

En comparaison avec les grèves des années précédentes, il y a lieu de souligner que cette fois-ci, les enseignants ont adhéré au mouvement sans la moindre hésitation.

M. B.

**MASCARA****Des chiffres contradictoires**

**Le mot d'ordre de grève a-t-il été suivi par les enseignants hier ? Contacté par téléphone, le coordinateur de wilaya de la Cnapest affichait sa satisfaction et parlait de réussite.**

**Il nous avancera le taux de 78,3%, en tenant à préciser dans l'après-midi que les contacts n'avaient pu être établis avec les lycées de Hacine, Matemore et Aouf.**

Il ajoutera, d'autre part, que les représentants de 25 lycées réunis cet après-midi avaient convenu du renouvellement de la grève, chaque semaine. Côté secteur de

l'éducation, l'on nous a informé que sur les 1407 enseignants au niveau des lycées, 907 d'entre eux avaient répondu à l'appel et n'avaient donc pas dispensé de cours hier matin, ce qui s'est traduit par un taux de 64,46%.

Toujours selon le représentant du secteur, seuls 35 grévistes ont suivi le mouvement dans le moyen, soit un taux de 1,25%. Il convient aussi de signaler que les enseignants du primaire n'ont pas été en reste puisque 35 d'entre eux sur 2808 ont fait grève.

M. Meddeber